

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SYSTÈME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

**Achat et location de véhicules motorisés au profit des
établissements du GHT Alliance de Gironde**

N° du CCAP : N°26EEAFGA014

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du Système d'Acquisition dynamique	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Périmètre du système d'acquisition dynamique	4
1.3 Catégories et quantités du SAD	4
1.4 - Durée du système d'acquisition dynamique	5
1.5 - Les modalités de candidature au SAD	6
1.6 - Obligations des candidats retenus	6
2 - Modalités de passation des marchés spécifiques	7
2.1 - Passation des marchés spécifiques	7
2.2 - Objet des marchés spécifiques	7
2.3 - Forme des marchés spécifiques	8
2.4 - Durée des marchés spécifiques	8
2.5 - Documents de consultation pour les marchés spécifiques	8
2.6 - Dossier à remettre et contenu de l'offre pour les marchés spécifiques	8
2.7 - Modalités de remise des offres	9
2.8 - Notification des marchés spécifiques	9
3 - Pièces contractuelles du marché spécifique	9
4 - Absence d'offres	9
5 - Délais d'exécution du marché spécifique	9
6 - Conditions d'attribution des bons de commande	10
7 - Prix des marchés spécifiques	10
7.1 - Prix de référence	10
7.2 - Forme de prix	10
7.3 - Offre promotionnelle et remises exceptionnelles	10
7.4 - Fournitures achetées hors offre de prix et bénéficiant d'une remise sur catalogue	11
8 - Condition d'exécution des prestations	11
8.1 - Mode de livraison	11
8.2 - Transport	11
8.3 - Documents à fournir à la réception de l'équipement	11
9 - Constatation de l'exécution des prestations	12
9.1 - Opérations de vérification	12
9.2 - Décision après vérification	13
10 - Sous-traitance	14
11 - Garanties	14
11.1 - Contractuelles	14
11.2 - Financières	14
12 - Avance	14
12.1 - Conditions de versement et de remboursement	14
12.2 - Garanties financières de l'avance	15
13 - Modalités de règlement des comptes	15
13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	15
13.2 - Présentation des demandes de paiement	15
13.3 - Délai global de paiement	16
13.4 - Paiement des cotraitants	16
13.5 - Paiement des sous-traitants	16
14 - Pénalités	17
14.1 - Pénalités de retard	17

14.2 - Autres pénalités.....	17
15 - Assurances	18
16 - Clause de réexamen	18
17 - Obligations du titulaire	18
18 - Fermeture du système d'acquisition dynamique	18
19 - Exclusion et résiliation du contrat.....	19
19.1 - Exclusion d'un candidat admis au SAD	19
20 - Résiliation du contrat.....	19
20.1 - Résiliation d'un marché spécifique.....	19
20.2 - Résiliation du SAD.....	19
20.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	20
21 - Cession.....	20
22 - Règlement des litiges et langues	21
23 - Clauses complémentaires	21
23.1 - Les données administratives	21
23.2 - Les données techniques	21
23.3 - Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente.....	22
23.4 - Bilan semestriel	22
23.5 - Certificat d'Economies d'Energie (CEE) :	22
24 - Obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité	23
25 - Dérogations	23

1 - Dispositions générales du Système d'Acquisition dynamique

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
L'achat et location de véhicules motorisés au profit des établissements du GHT Alliance de Gironde

Le système d'acquisition dynamique (SAD) est un dispositif électronique qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques, pour des achats d'usage courant selon les dispositions de l'article R2162-38 du code de la commande publique, le système d'acquisition dynamique respecte les règles de l'appel d'offres restreint sous réserve des dispositions des articles R. 2162-39, R. 2162-41 à R. 2162-47 et R. 2162-49 à R. 2162-51 du Code de la commande publique.

Le système d'acquisition dynamique s'exécute avec les établissements du GHT listés dans l'annexe 1 du CCAP.

1.2 - Périmètre du système d'acquisition dynamique

Le GHT Alliance de Gironde organise un système d'acquisition dynamique en vue de l'attribution de marchés spécifiques, ci-après désigné « les marchés », portant sur **l'achat et la location de véhicules motorisés au profit des établissements du GHT Alliance de Gironde**.

1.3 Catégories et quantités du SAD

Le présent système d'acquisition dynamique consiste en l'acquisition de véhicules pour les usages des établissements du GHT. Le système d'acquisition dynamique est divisé en catégorie ci-dessous définies :

Catégories	Désignation	Sous-catégorie	Quantités estimatives sur 10 ans
1	Véhicules personnels	Achat neuf	174
2	Véhicules personnels	Achat occasion	21
3	VUL (Camionnettes - fourgonnette)	Achat neuf	54
4	VUL (Camionnettes - fourgonnette)	Achat occasion	6
5	Fourgon (utilitaire < 3,5T)	Achat neuf	8
6	Fourgon (utilitaire < 3,5T)	Achat occasion	8
7.a	Véhicule sanitaire type A	Achat neuf	9
7.b	Véhicule sanitaire type B et C	Achat neuf	3
7.c	Véhicule sanitaire VLM	Achat neuf	3
7.d	Véhicule TPMR	Achat neuf	5
7.e	Véhicule aménagés divers	Achat neuf	3
8.a	Véhicule sanitaire type A	Achat occasion	2
8.b	Véhicule sanitaire type B et C	Achat occasion	2
8.c	Véhicule sanitaire VLM	Achat occasion	2
8.d	Véhicule TPMR	Achat occasion	2
8.e	Véhicule aménagés divers	Achat occasion	2
9	Véhicules motorisés sans permis	Achat neuf	8
10	Véhicules de transport de biens	Achat neuf	2
11	Véhicules de transport de biens	Achat occasion	2
12.a	Prestation d'aménagement de véhicule	Achat	6
12.b	Prestation d'aménagement de véhicule soumis à la norme NF 1798	Achat	3
13	Véhicules personnels	Location	503
14	Véhicules de transport de biens	Location	33

Catégories	Désignation	Sous-catégorie	Quantités estimatives sur 10 ans
15	VUL (Camionnettes - fourgonnette)	Location	62
16	Fourgon (utilitaire < 3,5T)	Location	20
17.a	Véhicule sanitaire type A	Location	5
17.b	Véhicule sanitaire type B et C	Location	2
17.c	Véhicule sanitaire VLM	Location	2
17.d	Véhicule TPMR	Location	5
17.e	Véhicule aménagés divers	Location	15

Chaque candidat peut se positionner sur une ou plusieurs catégories, voire l'ensemble des catégories.

1.4 - Durée du système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique est conclu pour une période ferme de 10 ans à compter de la date de remise des premières candidatures du SAD avant le lancement du 1^{er} marché spécifique à savoir le Jeudi 18 juin 2026 à 12H00.

Démarrage des prestations :

Dans un premier temps, l'exécution du système d'acquisition dynamique pour les établissements cités dans le tableau ci-dessous et pour certaines typologies de véhicule, pourra débuter à une date différente que la date de notification, cette dernière est précisée dans ledit tableau.

Pour les autres catégories, l'exécution de marché spécifique débutera à la date de notification.

A compter de leur intégration, les établissements concernés pourront recourir au système d'acquisition dynamique et lancer des marchés spécifiques dans les conditions prévues par les documents de la consultation.

ETABLISSEMENT	TYPE D'ACQUISITION ET DE VEHICULE CONCERNE	DATE D'EXECUTION PREVISIONNELLE
CHU CH de Libourne	Achat de véhicules de transport de personnes à mobilité réduite (4 places + 1 fauteuil)	16/11/2028
CH de Libourne	Achat de véhicules de transport de personnes à mobilité réduite (4 places + 2 fauteuils mini)	16/11/2028
CHU CH de Libourne	Achat de véhicules funéraires	28/01/2029
CHU CH de Libourne	Achat de véhicules sanitaires de type A	28/01/2029
CHU	Achat de véhicules sanitaires de type B et C cellules carrées	28/01/2029
CHU	Achat de véhicules sanitaires VLM (Véhicules Légers Médicalisés)	28/01/2029
CHU	Location courte et moyenne durée de véhicule particuliers et véhicules utilitaire = à 3,5T	12/04/2027
CH de Libourne	Location Courte et Moyenne Durée de Poids Lourds	12/04/2027
CHU	Location courte et moyenne durée de véhicules aménagé =, à 3,5T	11/04/2027
CH de Langon la Réole CHU	Location de véhicules sanitaires, de véhicules de transport de personnes à mobilité réduite, de véhicules funéraires	28/01/2029
CH Arcachon	Location de véhicules sanitaires, de véhicules de transport de personnes à mobilité réduite, de véhicules funéraires	28/01/2029
CHU CH de Libourne CH de St Foy CH de Charles Perrens	Location Longue Durée de Poids Lourds	12/04/2027

ETABLISSEMENT	TYPE D'ACQUISITION ET DE VEHICULE CONCERNE	DATE D'EXECUTION PREVISIONNELLE
CH de Langon La Réole CHU CH de Charles Perrens	Location longue durée de véhicules particuliers et véhicules Utilitaires = à 3,5 T	12/04/2027
CH de Cadillac CH de Langon La Réole CHU CH de Libourne CH Charles Perrens	Location longue durée de véhicules utilitaires aménagé = à 3,5 T	12/04/2027

Il est fait mention que la date de fin sera identique non seulement pour toutes les catégories mais également pour tous les établissements.

Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

1.5 - Les modalités de candidature au SAD

L'acheteur offre, pendant toute la durée de validité du système, un accès libre, direct et complet aux documents de la consultation. Le délai d'examen de la candidature est porté à 10 jours.

L'acheteur pourra interroger le candidat pour obtenir des précisions ou des documents manquants. Ils pourront être demandés dans un délai de cinq jours ouvrables. Le retard dans la réponse prolongera d'autant le délai d'examen de la candidature dans un délai maximum de 10 jours calendaires.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour analyser leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Le CHU de Bordeaux notifie via le profil d'acheteur sa décision d'agrément ou de rejet de la candidature.

Il appartient aux candidats de signaler toute modification les affectant et notamment leur situation juridique mais aussi un changement d'adresse ou de personne contact via la plateforme.

À tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande.

Pour les aménageurs : Lots 7, 8, 10, 15

Les candidats indiquent s'ils envisagent de recourir à la sous-traitance pour l'exécution des prestations. Le cas échéant, ils précisent l'identité des entreprises concernées et la nature des prestations susceptibles de leur être confiées.

1.6 - Obligations des candidats retenus

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre autant que possible aux marchés spécifiques lancés par les établissements du GHT Alliance de Gironde.

Le candidat admis au SAD s'engage à informer le CHU de Bordeaux de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du SAD, affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter,
- la forme de l'entreprise,
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- son adresse ou son siège social,
- la cession d'une ou de différentes activités,
- l'acquisition d'une nouvelle activité,
- son adresse et coordonnées bancaires.

Il lui fait parvenir le cas échéant par lettre recommandée avec accusé de réception, un extrait K-Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB. Ces changements seront vérifiés en amont afin de se prémunir de toute tentative d'escroquerie.

2 - Modalités de passation des marchés spécifiques

2.1 - Passation des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques seront lancés directement par l'établissement support en fonction de la survenance du besoin, pendant toute la durée du SAD. Dans certains cas, l'établissement support se réserve la possibilité de passer le marché spécifique pour un ou plusieurs établissements parties.

Les établissements du GHT s'engagent à passer les marchés spécifiques dans le respect des termes du dossier de consultation du système d'acquisition dynamique.

Tous les candidats admis dans le SAD, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre dans un délai minimal de 10 jours à compter de l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner à un ou plusieurs marchés spécifiques. Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : ils pourront être interrogés pour en connaître le motif.

La consultation se déroule uniquement par voie électronique.

2.2 - Objet des marchés spécifiques

Le présent système d'acquisition dynamique a pour objet **l'achat et location de véhicules motorisés au profit des établissements du GHT Alliance de Gironde**. Lorsqu'un besoin est identifié, l'acheteur consulte les candidats sélectionnés en vue de la conclusion d'un marché spécifique, sur une catégorie donnée. Plusieurs marchés spécifiques pourront être lancés en même temps.

Catégories	Désignation	Sous-catégorie
1	Véhicules personnels	Achat neuf
2	Véhicules personnels	Achat occasion
3	VUL (Camionnettes - fourgonnette)	Achat neuf
4	VUL (Camionnettes - fourgonnette)	Achat occasion
5	Fourgon (utilitaire < 3,5T)	Achat neuf
6	Fourgon (utilitaire < 3,5T)	Achat occasion
7.a	Véhicule sanitaire type A	Achat neuf
7.b	Véhicule sanitaire type B et C	Achat neuf
7.c	Véhicule sanitaire VLM	Achat neuf
7.d	Véhicule TPMR	Achat neuf
7.e	Véhicule aménagés divers	Achat neuf
8.a	Véhicule sanitaire type A	Achat occasion
8.b	Véhicule sanitaire type B et C	Achat occasion
8.c	Véhicule sanitaire VLM	Achat occasion
8.d	Véhicule TPMR	Achat occasion
8.e	Véhicule aménagés divers	Achat occasion
9	Véhicules motorisés sans permis	Achat neuf
10	Véhicules de transport de biens	Achat neuf
11	Véhicules de transport de biens	Achat occasion
12.a	Prestation d'aménagement de véhicule	Achat
12.b	Prestation d'aménagement de véhicule soumis à la norme NF 1798	Achat
13	Véhicules personnels	Location
14	Véhicules de transport de biens	Location

Catégories	Désignation	Sous-catégorie
15	VUL (Camionnettes - fourgonnette)	Location
16	Fourgon (utilitaire < 3,5T)	Location
17.a	Véhicule sanitaire type A	Location
17.b	Véhicule sanitaire type B et C	Location
17.c	Véhicule sanitaire VLM	Location
17.d	Véhicule TPMR	Location
17.e	Véhicule aménagés divers	Location

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les caractéristiques techniques de la fourniture et de prestation de service objet du marché.

Chaque candidat peut se positionner sur une ou plusieurs catégories, voire l'ensemble des catégories.

2.3 - Forme des marchés spécifiques

Les « marchés spécifiques » sont entendus comme des « marchés spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivants du Code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le SAD lors de la passation des marchés spécifiques fondés sur ce système. Les établissements partis préciseront les clauses dans chaque marché spécifique.

2.4 - Durée des marchés spécifiques

La durée des prestations sera déterminée au cas par cas dans chaque dossier de consultation des entreprises, en fonction des contraintes économiques et techniques propres à chaque acte d'achat ou de location.

2.5 - Documents de consultation pour les marchés spécifiques

Pour la passation de chaque marché spécifique, le candidat au SAD sera invité à remettre une offre sur la base des documents de consultation.

Ces documents comprendront au minimum :

- Le règlement de la consultation
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : désignation des co-traitants et répartition des prestations
 - Annexe 2 : Liste des comptables assignataires du GHT Alliance de Gironde.
- Le bordereau de prix unitaires (BPU).
- Et ou la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF).
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du marché spécifique et son annexe :
 - Annexe 1 : Liste des Établissements du GHT
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du Système d'acquisition dynamique
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Exemple de commande TPMR
 - Annexe 2 : Exemple de commande Ambulance type A
- Les actes de sous-traitance éventuels.

2.6 - Dossier à remettre et contenu de l'offre pour les marchés spécifiques

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des prestations concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront, au minimum :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : désignation des co-traitants et répartition des prestations
 - Annexe 2 : Liste des comptables assignataires du GHT Alliance de Gironde.
- Le bordereau de prix unitaires (BPU)
- Et/ou la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- La trame de mémoire technique.
- Les capacités techniques (Ressources humaines, les moyens matériels et techniques, les méthodes et les procédures utilisées par l'entreprise pour réaliser le projet).
- Les actes de sous-traitance éventuels.

2.7 - Modalités de remise des offres

Les modalités de remise des offres sont exclusivement électroniques et telles qu'indiquées par l'établissement support dans les documents de consultation du marché spécifique.

2.8 - Notification des marchés spécifiques

L'établissement support à l'initiative du marché spécifique procédera à la notification du marché spécifique au titulaire.

3 - Pièces contractuelles du marché spécifique

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations
 - Annexe 2 : Liste des comptables assignataires.
- L'éventuel bordereau de prix unitaires (BPU)
- L'éventuelle décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) du Système d'acquisition dynamique
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou le cahier de clauses particulières (CCP) du marché spécifique et son annexe :
 - Annexe 1 : Liste des établissements du GHT
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- La mémoire technique.
- La fiche technique.
- Le Registre Questions-Réponses.
- Les actes de sous-traitance éventuels.

4 - Absence d'offres

Si, à l'issue du délai de remise des offres relatif au présent marché spécifique, aucune offre n'est déposée, ou si toutes les offres reçues sont irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens de la réglementation applicable à la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité :

- soit de relancer une consultation dans le cadre du système d'acquisition dynamique ;
- soit de recourir à une procédure classique de passation.

5 - Délais d'exécution du marché spécifique

Le délai de livraison des véhicules est indiqué dans les offres du titulaire (considéré en semaine). Il commence à courir à partir de la date d'admission du véhicule par le titulaire et ne pourra excéder celui indiqué dans les offres du titulaire dans un délai maximum indiqué au CCAP du marché spécifique.

Tout non-respect de ces délais entraînera l'application de pénalités, comme indiqué à l'article 14 du présent CCAP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Pour les prestations de location, le délai d'exécution de la location du véhicule débute à compter de la date d'admission du véhicule par le pouvoir adjudicateur.

À compter de cette date d'admission, la durée de location court pour la période prévue au marché spécifique, telle que définie dans les documents contractuels.

Tout non-respect de ces délais entraînera l'application de pénalités, comme indiqué à l'article 14 du présent CCAP.

6 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison et d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

7 - Prix des marchés spécifiques

7.1 - Prix de référence

Les prix de référence sont les prix unitaires HT qui figurent dans le devis de chaque marché spécifique ou calculés à partir des éléments figurant dans les documents constituant ce bordereau de prix ou figurant la décomposition des prix global et forfaitaire.

Les véhicules pourront être livrés franco de port et d'emballage sur demande de l'établissement. Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les frais d'immatriculation (qui devront comprendre tous les frais y compris en cas d'immatriculation temporaire), de carte grise, de vignette Crit'Air ou autres seront demandés au titre des marchés spécifiques.

Le taux de TVA précisé dans l'offre est celui en vigueur au jour du dépôt de l'offre et sera actualisé par défaut automatiquement à chaque changement officiel. Il appartient au titulaire du marché, s'il se trouve dans une situation d'exception, d'en informer la Personne Publique.

7.2 - Forme de prix

Les variations de prix seront définies dans les marchés spécifiques selon les catégories.

Le marché spécifique sera traité à prix unitaire et/ou forfaitaire conformément à l'offre financière jointe à l'acte d'engagement.

7.3 - Offre promotionnelle et remises exceptionnelles

Le prestataire peut proposer des prix promotionnels. Il adresse à l'acheteur de l'établissement support sa proposition par tout moyen permettant de lui donner une date certaine (achat.p2h@chu-bordeaux.fr). Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de l'offre, la désignation précise des fournitures concernées par la promotion.

Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies.

7.4 - Fournitures achetées hors offre de prix et bénéficiant d'une remise sur catalogue

Les établissements listés sur l'annexe 1 au CCAP se réservent la possibilité de commander des références non inscrites au bordereau de prix unitaires et correspondant à l'objet du SAD.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total du marché public. Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur le BPU lors du lancement du marché spécifique.

8 - Condition d'exécution des prestations

8.1 - Mode de livraison

Avant la livraison du ou des véhicules, le titulaire devra prévoir des réunions de travail pour les opérations d'agencement si besoin.

En accord conjoint, les deux parties pourront procéder, avant sa livraison, à une revue générale du véhicule chez le titulaire et qui fera l'objet d'un procès-verbal. La personne publique se réserve le droit de ne pas autoriser la livraison du véhicule si cette revue générale fait apparaître des malfaçons ou non conformités au cahier des charges.

Le cas échéant, le titulaire devra prendre en charge, les adaptations demandées conformément au cahier des charges, sans qu'il puisse élever de contestation ni imposer de supplément de prix.

Les véhicules seront livrés, après prise de rendez-vous préalable.

La livraison des véhicules et la mise en ordre de marche (MOM) seront constatées par un Procès-verbal de réception, rempli et signé par le titulaire et l'Acheteur ou son représentant.

La réception du ou des véhicules se fera sur un site donné par l'établissement partie, le lieu et les conditions seront indiquées sur les bons de commande.

Le titulaire est tenu d'avertir au moins huit jours à l'avance le représentant de l'établissement demandeur de la date de livraison du véhicule.

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison comportant les indications suivantes :

- la désignation des fournitures livrées,
- la quantité livrée,
- la référence du bon de commande,

Les véhicules pourront être livrés sur place par convoyage sur porte-char si besoin exprimé dans le marché spécifique.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

8.2 - Transport

Après la revue générale du ou des véhicules, l'équipement est livré à destination sans frais supplémentaires selon les conditions exprimées au 8-1 du présent CCAP franco de port et d'emballage. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20-3 du CCAG FCS.

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage incombent au titulaire.

8.3 - Documents à fournir à la réception de l'équipement

Dès la réception de la fourniture, le fournisseur devra remettre les documents suivants :

- Documentation technique : le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en **langue française majoritairement**, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement correct du matériel livré et à l'entretien et aux réparations courantes (schémas de montage, guide tutoriel éventuel...). Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.
- Carnet d'entretien du véhicule.

- Certificat de garantie.
- Certificat de carrossage.
- Carte grise.
- Vignette Crit'Air.
- Le certificat et Plaques d'immatriculation.
- Rapport de test ou autre concernant la puissance électrique.
- Plan et schéma des aménagements réalisés si besoin exprimé dans le marché spécifique.
- Fiche technique et manuel d'entretien/utilisation des équipements inclus dans l'aménagement.
- Schéma détaillé (avec identification) du montage du circuit électrique spécifique au véhicule si besoin exprimé dans le marché spécifique.

Les documents précités devront être des originaux parfaitement lisibles.

La réception définitive du matériel ne sera pas prononcée en l'absence de ces documents.

Un procès-verbal de réception du véhicule sera signé par le titulaire et la personne publique.

9 - Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque prestation distincte à réaliser fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

9.1 - Opérations de vérification

Ces opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

Elles seront effectuées au lieu de livraison indiqué sur le bon de commande.

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Opérations de vérifications :

Nature des opérations :

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'ils répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le marché.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations livrées avec les spécifications du marché.

Frais de vérification :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG FCS la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est la date de mise en ordre de marche.

Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS l'acheteur n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement effectue, au moment même de l'exécution des prestations, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

Déroulement des opérations de vérifications :

Les opérations de vérification sont exécutées par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues ci-après.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de 1 mois. Passé ce délai, la décision d'admission des équipements est réputée acquise.

Pour les vérifications qui sont effectuées dans les locaux de l'acheteur ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de mise en ordre de marche, le cas échéant, en ce lieu.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, la décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG FCS.

En cas de rejet de fournitures non-conformes à la commande ou aux stipulations du marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Décision après les vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations du marché, le l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison.

Décision après les vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous :

Admission :

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 1 mois à dater de la mise en ordre de marche

Ajournement :

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 10 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 10 jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

Réfaction :

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché spécifique, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Rejet :

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur concerné, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur concerné présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

10 - Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée pour les prestations de services, dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 et suivants ainsi qu'aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des obligations résultant du marché, y compris celles confiées à un sous-traitant.

Le recours à la sous-traitance doit être déclaré au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après acceptation par le pouvoir adjudicateur et agrément de ses conditions de paiement.

Le titulaire s'engage à communiquer, à la demande du pouvoir adjudicateur, l'ensemble des informations et documents relatifs aux sous-traitants intervenant dans l'exécution du marché.

11 - Garanties

11.1 - Contractuelles

Une durée minimale de garantie constructeur sera exigée au titre des marchés spécifiques.

La garantie constructeur est incluse dans la garantie contractuelle proposée par le titulaire. À ce titre, aucune limitation de garantie ne pourra être opposée au pouvoir adjudicateur pendant la durée de garantie prévue au marché spécifique.

La garantie couvre l'ensemble des frais liés à la remise en état ou au remplacement des équipements défectueux, notamment :

- les pièces,
- la main-d'œuvre,
- les frais de port et d'expédition,
- les frais de déplacement,

11.2 - Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

12 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

12.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché spécifique, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

12.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

13 - Modalités de règlement des comptes

13.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

13.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>) (Mode d'emploi CHORUS :

<https://www.francenum.gouv.fr/guides-et-conseils/pilotage-de-lentreprise/dematerialisation-des-documents/chorus-pro-mode-demploi>). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019 (CHU de Bordeaux)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330585600019 (CH de Cadillac)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330559100095 (CH Arcachon)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330584900014 (CH Charles Perrens)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330569000012 (CH Sainte Foy)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330561700015 (CH de la Haute Gironde)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330565800019 (CH Libourne)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 20002309100016 (CH Sud Gironde)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330560900012 (CH Bazas)
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330566600038 (ESPASS de Podensac)

Le Titulaire joindra à la facture les pièces justificatives nécessaires à la vérification et à l'acceptation des sommes réclamées.

Notamment, lorsque le marché prévoit la possibilité de commander des fournitures hors bordereaux de prix unitaires du marché, le Titulaire joindra à la facture les pièces justifiant les prix des fournitures (extrait des tarifs publics, copie des devis acceptés par la Personne Publique), et le taux de remise contractualisé dans le cadre du marché devra figurer sur la facture.

Tout changement de domiciliation bancaire intervenant dans le cadre du marché devra être notifié au plus tôt par le titulaire du marché : transmission du nouveau RIB à l'établissement partie.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G-FCS. Toute non-conformité de la facture suspend le délai de paiement.

13.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

13.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

13.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, des pénalités :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard sur la livraison d'un véhicule (Achat et location)	Journalier	100,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.
Non mise à disposition d'un véhicule en cas de retard de livraison	Journalière	100,00 € HT	Lorsque le Titulaire n'est pas en capacité de livrer le véhicule dans les délais indiqués ou qu'il doit immobiliser un véhicule pour des réparations durant la période de garantie et qu'il n'est pas en mesure de mettre à disposition un véhicule de catégorie identique ou supérieur. Par ailleurs, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un autre prestataire, aux frais et risque du Titulaire.
Retard dans la remise du bilan semestriel et annuel	Journalière	50,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre en place des pénalités de retard supplémentaires lors de la passation des marchés spécifiques.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Autres pénalités

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise du compte rendu de réunion	Manquement	50,00 € HT	Le titulaire se verra appliquer la présente pénalité par jour de retard sur simple constat du représentant du pouvoir adjudicateur.

Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné et elles sont cumulables.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre en place des pénalités supplémentaires lors de la passation des marchés spécifiques.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans le cas suivant :

- Lorsque des éléments objectifs, liés à l'exécution du marché, rendent nécessaire un ajustement du forfait kilométrique initialement défini.

17 - Obligations du titulaire

Le titulaire produit dès la notification d'un marché spécifique, puis tous les 6 mois les documents visés par l'article R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique :

Afin de simplifier et sécuriser la remise de ces documents par le titulaire, certains établissements parties met à disposition la plateforme en ligne e-Attestations (<https://www.e-attestations.com>). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

18 - Fermeture du système d'acquisition dynamique

Il peut être mis fin au système d'acquisition dynamique sur décision de l'établissement support. Cette décision est notifiée aux candidats admis et n'emporte pas de conséquence sur les marchés spécifiques conclus.

La fin anticipée du système d'acquisition dynamique n'ouvre droit à aucune indemnité.

19 - Exclusion et résiliation du contrat

19.1 - Exclusion d'un candidat admis au SAD

Dans le cadre du présent système d'acquisition dynamique, les candidats admis sont tenus de répondre aux invitations à soumissionner aux marchés spécifiques, sauf motif légitime dûment justifié.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté d'exclure du système d'acquisition dynamique tout candidat qui s'abstiendrait, de manière répétée et délibérée, de répondre aux invitations à soumissionner.

L'exclusion pourra être prononcée lorsque le candidat n'aura pas répondu, sans justification valable, à cinq (5) invitations consécutives à soumissionner portant sur des marchés spécifiques relevant de son domaine d'admission.

Préalablement à toute décision d'exclusion, le pouvoir adjudicateur :

- informe le candidat concerné, par l'intermédiaire de la plateforme PLACE, de son intention de procéder à son exclusion ;
- l'invite à présenter ses observations et à justifier son absence de réponse dans un délai raisonnable.

Au vu des éléments communiqués, le pouvoir adjudicateur peut décider de maintenir le candidat dans le système ou de prononcer son exclusion par décision motivée.

L'ensemble des échanges relatifs à cette procédure est effectué par voie dématérialisée via la plateforme PLACE et conservé dans le dossier de la consultation.

L'exclusion prend effet à compter de sa notification au candidat concerné.

20 - Résiliation du contrat

20.1 - Résiliation d'un marché spécifique

Les conditions de résiliation d'un marché spécifique sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché spécifique pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

20.2 - Résiliation du SAD

Les conditions de résiliation du SAD sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du système d'acquisition dynamique pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur de l'établissement support, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Exécution par défaut

Conformément à l'article 45.1 du CCAG - FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

Avec Résiliation

Si un marché public est résilié aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Sans Résiliation

Si le titulaire n'exécute pas une prestation prévue, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de ce marché public, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire du marché public n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché public et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché public par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Dans cette hypothèse, le titulaire n'est pas admis à prendre part, directement ou indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

Dans ce cadre, l'acheteur fera procéder par tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire des prestations sans mise en demeure.

20.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - Cession

Conformément aux dispositions des articles L2194-1 et R2194-1 du code de la commande publique, la cession complète du marché public est possible sous réserve de l'accord express du pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'admissibilité du cessionnaire après réception de la demande de cession, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande de cession si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessous.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché spécifique et exécuter les obligations à la charge du titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

Dans sa demande de cession, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché spécifique pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- un numéro d'identification SIREN ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Après acceptation de la demande de cession, un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur.

Les conditions initiales de mise en concurrence du système d'acquisition dynamique ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le titulaire respectera ses engagements contractuels.

22 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

23 - Clauses complémentaires

23.1 - Les données administratives

Le titulaire s'engage à informer l'établissement support de tout changement survenant au cours de l'exécution du SAD le concernant :

- Sa raison sociale (nouveau nom, statut de l'entreprise ou adresse) en joignant un extrait Kbis du Registre du Commerce et une copie de l'extrait du Journal des Annonces Légales ;
- Son compte de règlement en joignant le nouveau relevé ;
- Le destinataire du paiement en joignant un courrier explicatif de ce changement avec un relevé de compte de paiement du nouveau destinataire, un extrait Kbis et un justificatif de délégation de signature.

23.2 - Les données techniques

Aucune modification ne peut être mise en place sans l'accord écrit du Directeur de la Politique d'Achats, de la Logistique et de la Stratégie Patrimoniale de l'établissement support ou son représentant.

- Les clauses d'évolution (en joignant toutes les pièces mentionnées),
- Toutes autres données techniques en joignant un courrier d'information au pouvoir adjudicateur de l'établissement support.

Adresse unique de destination des courriers et autres pièces administratives :

achat.p2h@chu-bordeaux.fr

Ou

CHU de Bordeaux
Direction de la Politique d'Achats, de la Logistique et de la Stratégie Patrimoniale
Prestations Hôtelières et Hospitalières
12, Rue Dubernat
33404 TALENCE Cedex

Le titulaire doit, pendant toute la durée d'exécution du marché spécifique, informer sans délai le pouvoir adjudicateur de l'établissement support ou son représentant, de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations, objets du présent marché spécifique.

Tout changement fera l'objet d'un délai de préavis d'information d'un mois minimum ou selon le délai précisé dans un des articles du présent document.

Tout changement devra être signalé impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur de l'établissement support ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

Le numéro du marché public devra impérativement apparaître sur chaque courrier.

23.3 - Stipulations relatives à l'application des conditions générales de vente

Les modalités propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'offre technique, notamment les conditions générales de vente, contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché spécifique.

23.4 - Bilan semestriel

Le titulaire s'engage à transmettre au coordonnateur deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le 31 juillet pour les données du 1er janvier au 30 Juin (Semestre1) et le 31 janvier (N+1) pour les données du 1er Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution des marchés spécifiques, quelle que soit la date de début et la date de fin du marché spécifique, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

- Numéro de marché
- Les données réalisées de tous les établissements bénéficiaires du marché,
- Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2025 - 30/06/2025 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
- Quantité de produits et/ou services facturée
- Montant facturé en euros HT et TTC

Mode opératoire :

Le fichier devra être nommé selon la règle suivante : Nom du fournisseur. N° du marché_S12026 (pour 1er semestre 2026).

Le format fichier sera CSV ou Excel et envoyé par mail à l'adresse : bilan.statistiques.p2h@chu-bordeaux.fr

23.5 - Certificat d'Economies d'Energie (CEE) :

Dans les cas d'acquisition ou de location de véhicule éligible, le titulaire s'engage à valoriser les CEE et à les déduire du prix à hauteur du montant figurant en Annexe à l'Acte d'Engagement du marché spécifique. Le pouvoir adjudicateur s'engage à céder au titulaire les Certificats d'Économie d'Énergie.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucun versement complémentaire si l'acquisition ou la location du véhicule éligible ne lui permet pas d'obtenir les certificats d'économies d'énergie (CEE) attendus.

En cas de modification de la réglementation relative aux CEE postérieurement au dépôt de l'offre du marché spécifique et affectant le volume de CEE sur lequel le Titulaire s'est engagé, l'engagement est adapté selon les modalités suivantes :

- En cas de suppression d'une fiche ou de modifications rendant une fiche inapplicable aux actions mises en œuvre par le Titulaire, le volume de kWhcumac associé à cette fiche est retiré de l'engagement du Titulaire et le montant figurant en Annexe à l'Acte d'Engagement est ajusté en conséquence ;
- En cas de modification d'une fiche affectant à la hausse ou à la baisse le nombre de kWhcumac sur lequel le Titulaire s'est engagé, l'engagement et le montant figurant en Annexe à l'Acte d'Engagement sont ajustés pour prendre en compte cette modification.

En cas de modification des fiches ou de changement de période, les ajustements nécessités sur les quantités seront formalisés par une modification du Marché.

Le Titulaire informe le Pouvoir Adjudicateur des évolutions de la réglementation et justifie des ajustements éventuels de son engagement.

Les Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) pouvant être générés par l'acquisition ou la location par le Titulaire dans le cadre d'un marché spécifique doivent être déduits directement dans l'offre financière du Titulaire et indiqué de manière claire et précise.

Le Titulaire est tenu de signaler au Pouvoir Adjudicateur toute opération susceptible de bénéficier de CEE. Si le Titulaire n'est pas en mesure de d'effectuer le rachat des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) des établissements du GHT, il peut sous-traiter cette prestation. Il devra l'indiquer de manière précise lors de la remise de son offre.

24 - Obligation d'égalité, de laïcité et de neutralité

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers. L'acheteur est informé, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le titulaire.

25 - Dérogations

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 30.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 20.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 20.2 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services